



923

C'est, en millions d'euros, le montant maximal que pourrait économiser, chaque année, la Belgique, en dépenses publiques, si le pays améliorerait la qualité de l'air en s'engageant à réduire de 30 % ses émissions de gaz à effet de serre, d'ici 2020. Un air plus pur suppose une espérance de vie accrue et moins de journées de travail perdues pour cause d'affections respiratoires et cardiaques. Les experts de la fédération Health and Environment Alliance évaluent l'économie annuelle potentielle à minimum 320 millions, maximum 923 millions.

**Pierre Ozer**  
Docteur en géographie  
41 ans



© BRUNO DALKONTE

## « La crise climatique frappera d'abord les plus pauvres »

Pierre Ozer n'a pas sa langue en poche. Des sauts de puce aéroportés aux mensonges de la publicité pour les baignoires, ce paisible « passionné des paysages » prend manifestement plaisir à carboniser les propagandistes de l'économie du carbone.

Docteur en sciences géographiques, il enseigne l'impact des changements climatiques sur la santé, à l'Université de Liège. Avec la passion du scientifique citoyen, engagé. Voire militant. Le tsunami qui a ravagé les côtes de l'Asie du Sud-Est, fin 2004, a été le catalyseur de son engagement.

« L'homme est esclave du pétrole, proclame son cours, truffé d'images-choc. Sommes-nous prêts à changer ? »... « Je la joue Paris-Match, sur la forme, admet Pierre Ozer, mais le fond est scrupuleusement scientifique. Les étudiants adorent. Beaucoup d'entre eux découvrent ces questions, ce qui peut paraître incroyable. »

« Et puis, ce qui me motive, aussi, ce sont mes trois mômes. Ma famille. Les habitants du quartier populaire de Liège où nous vivons... Les crises climatiques frapperont d'abord les victimes-là : les plus pauvres, les plus isolés, les plus âgés, les

plus malades... L'été de la canicule 2003, on a hébergé pendant trois jours chez nous, au rez-de-chaussée, la voisine du troisième étage, 78 ans, qui étouffait sous les combles, par 45 degrés... Ce sont toujours les mêmes qui trinquent. Cette injustice m'est insupportable. »

Le professeur, alors, prend sa plume, alerte, accuse... Les autorités publiques qui sous-estiment l'effet de la multiplication des vagues de chaleur. Les décideurs communaux qui continuent à autoriser les constructions en zones inondables. « Allez voir ce qui se passe à Tubize ou Aywaille... Les élus n'ont retenu aucune leçon. Des milliers d'habitants vont vivre avec un stress post-catastrophe qui va leur miner la santé. Sans risque électoral : la Sécu prendra en charge les dépenses de santé ; les assureurs indemniseront les dégâts. »

Pierre Ozer ose et assume. « L'académique est rémunéré par la collectivité ; il a le devoir de rendre des comptes. La difficulté, dans mon domaine, c'est qu'on s'attaque à tous les intérêts : politiques, lobby automobile, grande distribution, finance... Mais c'est ainsi. Je préfère vivre en danger ou faire des mécontents que renoncer aux évidences scientifiques qui fondent l'avenir de nos enfants. »

RICARDO GUTIÉRREZ

# Sans fruits et légumes, pas de salut



LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES auront des effets directs sur la santé, mais aussi des impacts sanitaires indirects, comme la réduction de l'offre de fruits et légumes. © ELODIE DELLA ROSSA (ST).

Les changements climatiques constituent le risque de santé global le plus important du XXI<sup>e</sup> siècle. Le propos n'émane pas d'un Cassandre quelconque. Mais d'une commission scientifique instituée par la prestigieuse revue médicale britannique *The Lancet*.

« C'est un fait, acquiesce Pierre Ozer, climatologue à l'Université de Liège. Sous nos latitudes, il faut s'attendre à une multiplication des vagues de chaleur et à des chutes de pluie extrêmes. Avec des effets directs sur la santé. La canicule de 2003 a fait 1.300 morts en Belgique, 79.000 en Europe. Quant aux victimes d'inondations, elles vont vivre dans un stress permanent. »

L'organisme humain subit d'abord les effets directs des vagues de chaleur, de la détérioration de la qualité de l'air (davantage chargé en ozone), et des catastrophes naturelles induites par le réchauffement (inondations, sécheresses, tempêtes...). Il encaisse aussi, dans une moindre mesure, des effets indirects,

comme l'essor de maladies infectieuses et parasitaires. Outre un risque accru de contaminations alimentaires, les experts constatent déjà l'apparition, en Belgique, d'espèces de moustiques « à haut potentiel de contamination », vecteurs de la dengue, du virus du Nil, de l'encéphalite japonaise, de la fièvre de la vallée du Rift...

« Un vrai problème de santé publique, insiste Eric Haubruge, entomologiste à la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux. Il faut surveiller ces espèces, déjà présentes. On pourrait voir apparaître des maladies tropicales comme la malaria, le chikungunya... Les conditions climatiques favoriseront aussi la prolifération des tiques, ces acariens qui transmettent des maladies bactériennes, comme la maladie de Lyme, ou des affections virales, comme l'encéphalite à tiques. » En dix ans, le nombre de personnes affectées, chaque année, par la maladie de Lyme a plus que décuplé, en Belgique. Pierre Ozer n'y voit pas la menace la

plus inquiétante : « Le nombre de personnes infectées restera marginal... Plus grave : en termes de déficit pluviométrique, la zone la plus impactée dans le monde sera le bassin méditerranéen, avec une diminution des précipitations de 30 %, d'ici à 2070. Dramatique, sachant que tous les fruits et légumes de nos supermarchés proviennent de là, hors saison. Nous sommes totalement dépendants, de l'automne au mois de mai. »

« Avec un bassin méditerranéen à sec, l'approvisionnement en fruits et légumes, hors saison, serait menacé. Un drame pour la santé... » Pierre Ozer (ULG)

Je n'ose imaginer les dégâts pour la population belge, en termes de santé. Comment le pays s'y prépare-t-il ? Sans se presser... Face aux nouveaux risques sanitaires, la commission nationale Climat s'en tient à rappeler que le pays dispose d'un plan « Vague de chaleur et ozone ». Un dispositif qui mise surtout

sur l'information du public, et incite à protéger les groupes à risques : jeunes enfants, personnes âgées ou isolées (via les maisons de repos et les services de gériatrie des hôpitaux). La commission Climat évoque l'opportunité d'instaurer une cellule de crise et « des mesures additionnelles », mais sans précisions.

En Wallonie, où on s'attend à ce que des canicules de l'ampleur de celle de 2003 se présentent une année sur deux, à partir de 2050, les auteurs d'un récent rapport sur l'impact des changements climatiques misent sur l'aménagement urbain : il faudra lutter contre les « îlots de chaleur » minéraux, en ville, en multipliant les espaces verts et les espaces d'eau, en accordant des primes à la végétalisation des murs et des toitures... Bruxelles élabore de son côté un plan d'action régional qui se penchera sur cette question, de même que sur la lutte contre les inondations.

« Beaucoup de mots. Trop peu d'actes », commente Ozer. « Nous avons ar-

rêté une stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques : les plans d'actions vont suivre, réplique Frédéric Chemay, conseiller du ministre fédéral du Climat, Paul Magnette (PS). Tout sera prêt pour 2013. »

Pour l'Alliance Santé et Environnement (Heal), qui fédère plusieurs dizaines d'organisations européennes, dont les principales mutualités belges, « c'est dès aujourd'hui qu'il faut agir. Les changements climatiques constituent une menace immédiate, croissante et grave pour notre santé et notre sécurité. » Un investissement rentable, selon Heal : en s'engageant à réduire de 30 % (et non 20 %) ses émissions de gaz à effet de serre, d'ici à 2020, la Belgique pourrait économiser entre 320 et 923 millions d'euros par an, en dépenses publiques. Une meilleure qualité de l'air réduirait notamment les cas d'asthme et d'affections respiratoires et cardiaques... De quoi récupérer 91.000 jours de travail, chaque année. ■

R. G. et M.d.M.